



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG



COMMUNE DE RUE

Date d'établissement du contrat : 8 septembre 2021/

Contrat n° selon GeFi pour prestations d'ingénierie civile
selon KBOB [v 1.3/1-2015]

Axe 2010 Romont - Rue, PR 925+150m – 1050+135m
Rue, valorisation des espaces routiers dans la traversée de la localité (VALTRALOC)
PCAM 11001

conclu entre :

	L'Etat de Fribourg	La commune de Rue
Agissant par :	Service des ponts et chaussées (SPC) Section projets routiers (PRo)	Le conseil communal
Adresse :	Rue des Chanoines 17 1700 Fribourg	Rue du Casino 30 1673 Rue
Chef de section :	Pedro Lopez	Joseph Aeby, Syndic
Courriel :	pedro.lopez @fr.ch	admin@rue.ch
Téléphone :	+41 26 305 36 69	+41 21 909 58 22
appelé ci-après :	mandant	

et

Choisir type mandataire

Nom

Choisir planif. gén. oui/ non

Choisir pilote oui/non

N° de TVA/ IDE : N°

Représenté par : Prénom Nom

Adresse : Rue, Code et lieu

Courriel : Mail

Téléphone : Tél.

Partenaire 2 : Nom, Lieu

Partenaire 3 : Nom, Lieu

Sous-mandataire 1 : Nom, Lieu

Sous-mandataire 2 : Nom, Lieu

appelé ci-après : **mandataire**

Ces informations seront
reprises du formulaire A
« renseignements sur
le(s) soumissionnaire(s) »

Réputation totale selon art. 4

5010.00?-P-PCAM 11001-xx-xx

5010.00?-P-PCAM 11001-xx-xx

Commune de Rue

Essai

Phases 31 à 41

Phases 51 à 53

Métier

Métier TTC



0	Contenu du contrat	page
1.	OBJET DU CONTRAT	3
1.1.	PROJET	3
1.1.1.	Contexte.....	3
1.1.2.	Objectifs	3
1.2.	ETENDUE DES PRESTATIONS DU MANDATAIRE.....	3
2.	ELÉMENTS DU CONTRAT ET LEUR ORDRE DE PRIORITÉ EN CAS DE CONTRADICTION.....	3
2.1.	LISTE DES ÉLÉMENTS DE CONTRAT.....	4
2.2.	ORDRE DE PRIORITÉ EN CAS DE CONTRADICTION.....	4
3.	PHASES PARTIELLES À RÉALISER.....	4
4.	RÉMUNÉRATION	5
4.1.	RÉMUNÉRATION À PRIX FERMES	5
4.2.	RÉMUNÉRATION D'APRÈS LE TEMPS EMPLOYÉ.....	6
	FRAIS ACCESSOIRES	6
4.3.	VARIATIONS DE PRIX (RENCHÉRISSEMENT)	6
4.4.	RÉMUNÉRATION DES PRESTATIONS NON DÉFINIES DE MANIÈRE DÉFINITIVE	6
4.4.1.	Genre des prestations non définies de manière définitive :	6
4.4.2.	Rémunération :	6
5.	MODALITÉS FINANCIÈRES.....	7
5.1.	MODALITÉS DE PAIEMENT	7
5.2.	FACTURATION ET PAIEMENT.....	8
5.3.	DÉLAIS DE PAIEMENT	8
5.4.	LIEU DE PAIEMENT	8
6.	DÉLAIS.....	8
7.	INTERLOCUTEURS	9
8.	ASSURANCES	9
9.	DISPOSITIONS RELATIVES À LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS, CONDITIONS DE TRAVAIL ET ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	9
10.	ACCORDS SPÉCIAUX.....	10
10.1.	DÉROGATION AUX CONDITIONS GÉNÉRALES	10
10.2.	AUTRES ACCORDS SPÉCIAUX	10
10.2.1.	Vérification des factures	10
10.2.2.	Relations avec des tiers.....	10
10.2.3.	Prestations particuliers	10
11.	ENTRÉE EN VIGUEUR.....	11
12.	MODIFICATIONS DU CONTRAT	11
12.1.	MODIFICATIONS DES PRESTATIONS.....	11
13.	DROIT APPLICABLE, LITIGES ET FOR.....	11
14.	EXPÉDITIONS	12
15.	SIGNATURES.....	13
16.	ANNEXES.....	14

1. Objet du contrat

1.1. Projet

Le projet consiste à mettre en œuvre l'assainissement des réseaux d'adduction et d'évacuation des eaux de la ville de Rue ainsi que le réaménagement de sa traversée selon le concept de valorisation des espaces routiers en localités (VALTRALOC). Les détails et spécifications du projet sont décrits dans le cahier des charges (annexe B)

1.1.1. Contexte

Les autorités communales de Rue ont manifesté leur besoin auprès du SPC d'assainir leurs réseaux d'adduction et d'évacuation des eaux de la ville de Rue et par la même occasion d'améliorer sa traversée routière afin d'augmenter la sécurité et le confort des usagers et des riverains. L'état de la chaussée présentant des signes d'altération de sa structure, le SPC s'est associé à la démarche des autorités communales pour réaliser simultanément des travaux d'assainissement propres à préserver la conservation de la chaussée et de ses équipements.

1.1.2. Objectifs

Prendre connaissance du projet VALTRALOC du bureau Weber+Brönnimann, de contrôler sa faisabilité, d'adapter si nécessaires les points critiques, de faire approuver le concept par les mandants avant de lancer l'avant-projet et de poursuivre les études jusqu'à sa réalisation.

Il est important de tenir compte des réseaux enterrées, et plus particulièrement des réseaux d'adduction et d'évacuation des eaux qui est dans un état de dégradation fortement avancé. Compte tenu de cette particularité, de sa connaissance du site et de sa maîtrise de l'historique du projet, le bureau Miaz & Weisser SA restera le mandataire direct du MO concernant toute la problématique du réseau d'adduction d'eau et de l'évacuation des eaux.

1.2. Etendue des prestations du mandataire

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments :

Procéder au contrôle de l'étude de faisabilité du concept VALTRALOC développé par les mandataires de la commune. Si nécessaire apporter les corrections qui s'imposent. Après approbation par les mandants, passer aux phases d'avant-projet, projet et demandes d'autorisation (phases 31 à 33), à l'établissement de l'appel d'offre des travaux (phase 41), et à toutes les phases d'exécution (phases 51 à 53) pour le réaménagement de la route cantonale en traversée de la localité de Rue.

Pour plus de détails, voir le cahier des charges.

(B_Traversée de Rue_Cahier des charges)

2. Eléments du contrat et leur ordre de priorité en cas de contradiction



2.1. Liste des éléments de contrat

Les éléments du contrat sont par ordre de priorité :

- a. Le présent contrat
- b. Les conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017)
- c. Autres éléments du contrat (EC) :
 - EC1 L'offre du mandataire du **choisir date**, annexes comprises, révisée le **choisir date**
 - EC2 Données techniques de base - route
 - EC3 Planning général du projet ou Programme du marché du mandant ou Programme du mandataire selon le formulaire ?? de l'offre
 - EC4 Lois et directives cantonales, directives et plans types du SPC.
 - I. En particulier : **reporter les documents définis comme contractuelle dans les dispositions de l'AOM chapitre 1.8.G.**
 - EC5 Les normes, directives et règlements (principalement SIA et VSS), en vigueur lors du dépôt de la présente offre.
 - EC6 Les règles techniques de la construction
 - II. En particulier : *** nom**

2.2. Ordre de priorité en cas de contradiction

Si des éléments de contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 « Accords spéciaux ».

3. Phases partielles à réaliser

Connaissant le projet qui est à la base du présent contrat (voir chiffre 1.1), le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent document et dans les autres éléments du contrat. Le présent contrat porte sur les phases partielles suivantes, telles que définies dans le MP SIA 112

Phases à réaliser	MP SIA 112, règlements SIA 102, 103 et 108	Autorisée par la signature **
<input type="checkbox"/>	11 Enoncé des besoins, approche méthodologique	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	21 Définition de l'objet, étude de faisabilité	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	31 Avant-projet	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	32 Projet de l'ouvrage	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	33 Procédure de demande d'autorisation / dossier de mise à l'enquête	<input checked="" type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution	<input type="checkbox"/>



<input checked="" type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage	<input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	61 Fonctionnement	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	62 Maintenance	<input type="checkbox"/>

**** Par la signature du contrat, seule la réalisation des phases cochées est autorisée**

La réalisation des phases partielles restantes est soumise à l'autorisation écrite du chef de projet du mandant. Le mandant se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines phases partielles. L'indemnisation est réglée à l'art. 18 des conditions générales contractuelles de la KBOB pour les prestations de mandataire.

Dans ses indications sur les coûts, le mandataire respecte le degré de précision suivant :

- Pour l'avant projet, selon SIA 103 art. 4.3.31 : +/- 20 % en génie civil et +/- 15 % pour les structures
- Pour le projet d'ouvrage, selon SIA 103 art. 4.3.32: +/- 10%
- Pour l'appel d'offres, afin de vérifier le budget général du projet, un devis sera demandé au mandataire sur la base de la soumission d'entreprise (CAN).

4. Rémunération

4.1. Rémunération à prix fermes

Un prix ferme est défini pour la rémunération d'une prestation ou d'un ensemble de prestations (par ex. domaine de prestations, phase partielle, phase) convenus. Ce prix est fixe et par conséquent indépendant du temps de travail effectivement employé pour fournir les prestations concernées. Les honoraires calculés sur la base du coût de l'ouvrage constituent également un prix ferme.

- ☒ Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire (document EC1)
Les prix fermes seront déterminés par phase.

Structuration des objets		I	II	III	Total
[%]		[CHF]	[CHF]	[CHF]	[CHF]
Rémunération brute à prix fermes		Ces informations seront reprises du « calcul des rémunérations »			
Frais selon art. 0	0%				
Total intermédiaire					
./.. Rabais	0%				
Rémunération nette convenue					
TVA au taux de	7.7%				
Rémunération totale, TTC					

Ce prix est défini comme **Choisir global/ forfait.**



4.2. Rémunération d'après le temps employé

Est rémunéré le temps de travail (en heures) effectivement employé pour fournir les prestations liées au mandat, jusqu'à concurrence de l'éventuel plafond des coûts convenu.

- ☐ Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire (document EC1)
- ☒ Pas de rémunération d'après le temps employé

Frais accessoires

- ☒ Frais accessoires usuels
Sont compris dans la rémunération convenue au chiffre 4.1 et 4.2 les frais accessoires du mandataire, tels que les frais de photocopie, de téléphone, de fax, de port, d'assurance, d'hébergement ou encore les frais liés aux repas pris à l'extérieur, aux moyens et au **temps de déplacement**, à l'infrastructure informatique et aux bureaux de chantier.
- ☒ Frais de reproduction
Les frais de reproduction des documents d'appel d'offres, des plans et des autres documents (tels que brochures, rapports, etc.) qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés par le mandant sont remboursés au mandataire de la manière suivante :
 - ☐ Selon décompte des dépenses prouvées (cf. la directive SPC « 825f Honoraires pour prestations d'ingénieurs, géomètres et architectes »)
 - ☒ Y compris dans la rémunération convenue au chiffre 4.1 et 4.2. Le nombre indiqué des dossiers est purement informel ; des modifications ne donnent aucun droit sur des rémunérations supplémentaires.
- ☒ Frais pour les bases cadastrales
Dans la rémunération convenue au chiffre 4.1 et 4.2 sont inclus également tous les frais liés aux plans cadastraux nécessaires (par exemple fichiers de travail et plan avec n° d'autorisation pour la mise à l'enquête.)
- ☐ Remboursement selon les modalités convenues dans l'accord séparé du

4.3. Variations de prix (renchérissement)

- ☒ Les variations de prix sont comprises dans la rémunération convenue.

4.4. Rémunération des prestations non définies de manière définitive

4.4.1. Genre des prestations non définies de manière définitive :

- ☒ en principe néant. Sinon lister les prestations (constants, séances de conciliation, ...)

4.4.2. Rémunération :

☐



5. Modalités financières

5.1. Modalités de paiement

La rémunération est versée selon les modalités suivantes :

- ☒ Pour les prestations au tarif temps, le mandataire fournit chaque mois le rapport des heures effectives détaillées par date, prestation et collaborateur pour les prestations du mois passé.
- ☒ Le mandataire a droit à des acomptes s'élevant à 90% au moins du prix des prestations fournies. La retenue de garantie est calculée selon le tableau ci-après.

Montant des prestations HT	% de la retenue de garantie	CHF de la retenue de garantie
< 300'000.-	10 % (fixe)	< 30'000.-
300'000.- à 600'000.-	(Variable entre 10 et 5 %)	30'000.- (constant/ fixe)
> 600'000.-	5 % (fixe)	> 30'000.-

Précisons selon SIA 103, 2014 :

Le solde des honoraires pour les prestations fournies échoit à la réception du décompte final chez le mandant.

Précisons du mandant :

La fin des travaux peut être admise lorsque tous les éléments suivants sont accomplis :

- > Travaux entièrement terminés, y compris travaux complémentaires suite à la réception
- > Facture finale des travaux liquidée
- > Plans conformes à l'exécution transmis
- > Documentation de l'ouvrage rassemblée et transmise au MO

A cette échéance, les montants suivants peuvent être facturés :

- > 100% des honoraires des prestations d'étude jusqu'à la phase 51 « Projet d'exécution » selon SIA 103:2014 (y compris)
- > 90% de la phase 52 « Exécution de l'ouvrage »
- > 60% de la phase 53 « Mise en service et achèvement » qui correspond aux prestations réalisées dans le cadre de la réalisation de la documentation de l'ouvrage

La part des honoraires pour la surveillance de l'élimination des défauts, est exigible à l'échéance du délai de garantie (délai de réclamation) selon la norme SIA 118, si l'ingénieur en a accompli les prestations.

Au délai de garantie, le solde des prestations est facturable :

- > 10% de la phase 52 « Exécution de l'ouvrage »
- > 40% de la phase 53 « Mise en service et achèvement » correspondant aux prestations liées à la direction, à l'organisation et à la surveillance de l'élimination des défauts

* ☐ Rémunération fondée sur le plan de paiement du

- ☒ Dans le cas d'une interruption du projet en cours de phase, seules seront indemnisées les prestations déjà produites. Ces dernières seront facturées selon la directive SPC « 825f Honoraires pour prestations d'ingénieurs, géomètres et architectes » en vigueur.



5.2. Facturation et paiement

Les factures doivent mentionner le numéro du projet (PCAM) et le numéro du contrat ainsi que le numéro TVA de l'entreprise. Les montants sont à détailler de la manière suivante :

- > séparé par compte et lot
 - > l'avancement par phase (%)
 - > le montant brut des prestations
 - > les frais (% et Fr.)
 - > le rabais (% et Fr.)
 - > la retenue de garantie (% et Fr.)
 - > les acomptes précédents
 - > la TVA (% et Fr.)
 - > le montant TTC

Ces montants sont à compléter/ mettre en rapport avec le montant total du contrat et le solde avant la retenue de garantie.

Le document SPC « 40-3fd Masques facturation » donne des exemples pour différents cas de facturation.

Elles sont à envoyer à l'adresses suivante:

Etat de Fribourg

Commune de ??

Service des ponts et chaussées

Section gestion financière

Rue des Chanoines 17

1700 Fribourg

Les factures sont établies de façon détaillée et vérifiable pour les prestations dues et fournies en vertu du présent contrat. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences sont renvoyées au mandataire pour correction et éventuellement pour complémentation de la documentation. Les parties contestées de la facture n'échoient qu'à la réception d'une demande de paiement établie en bonne et due forme. Le reste de la facture est payé dans le délai fixé dans le contrat.

5.3. Délais de paiement

Le mandant paie les montants échus dans un délai de 30 jours.

Les dispositions relatives au décompte final figurant au chiffre 9.5 des conditions générales contractuelles de la KBOB pour les prestations de mandataire sont réservées.

5.4. Lieu de paiement

Le mandant vire les montants échus **nom de l'institut à Lieu**,
IBAN : **N° IBAN** Compte : **N° compte**.

Ces informations seront à
fournir avant la conclusion
du contrat

6. Délais

Activité :	Début :	Fin :
Attribution du mandat et début des études	Janvier 2022	
Avant-projet	01.01.2022	30.04.2022
Examen préalable	01.05.2022	30.06.2022



Projet d'ouvrage	01.07.2022	30.09.2022
Mise à l'enquête publique et approbation	01.10.2022	31.12.2022
Appel d'offres entreprise	01.01.2023	31.03.2023
Projet d'exécution (déterminant sera le programme de remise des plans à convenir)	01.04.2023	31.10.2024
Travaux	15.08.2023	30.11.2024

Selon planning général du document B_Traversée de Rue_Cahier des charges_point 2.4.

7. Interlocuteurs

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont indiqués sur la 1^{ère} page.

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

8. Assurances

Le mandataire / la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle suivante, valable pendant la durée du mandat. Il / elle garantit qu'il / elle maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il / elle présentera au mandant, sur sa demande, les attestations d'assurance valables correspondantes :

- | | | |
|--|---|------------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Dommages corporelles : | <div style="border: 1px solid black; background-color: #f0f0f0; padding: 10px; display: inline-block;">Ces informations seront reprises du formulaire A « renseignements sur le(s) soumissionnaire(s) »</div> | ment (au moins 10 millions de CHF) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Dommages matériels : | | ment (au moins 10 millions de CHF) |
| <input checked="" type="checkbox"/> Dommages à l'ouvrage : | | ment (au moins 2 millions de CHF) |
| <input type="checkbox"/> Autres dommages : | | ment (au moins 10 millions de CHF) |
- en principe néant. Sinon lister exigences

Compagnie d'assurances :

N° de police :

Franchise par sinistre : CHF

- ☐ Le mandataire déclare s'être assuré en outre contre les risques spécifiques au projet suivants :

9. Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurances, ainsi que les autres contributions prévues par les conventions collectives de travail étendues.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.



Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il est tenu de les obliger par écrit à respecter également les principes susmentionnés.

Pour chaque infraction à l'une des obligations mentionnées au présent chiffre, le mandataire doit payer au mandant une peine conventionnelle s'élevant à 10% de la rémunération hors TVA indiquée au chiffre 4.1 et 4.2, mais au minimum à CHF 3'000.- et au maximum à CHF 100'000.-.

10. Accords spéciaux

10.1. Dérogation aux conditions générales

En dérogation aux conditions générales contractuelles de la KBOB pour les prestations de mandataire,, il est convenu de ce qui suit:

Néant

10.2. Autres accords spéciaux

En outre, les parties concluent les accords spéciaux suivants :

10.2.1. Vérification des factures

Le mandataire est chargé de vérifier les factures des entreprises et de les transmettre au maître d'ouvrage dans les délais spécifiés ci-dessous :

- > En cas de plans de paiement contractuels, d'acomptes fondés sur l'avancement estimé des prestations, d'acomptes fondés sur les prestations effectivement exécutées dans le cadre d'un contrat à prix unitaires, de factures de régie et de factures de variations de prix, le délai de vérification et de transmission des factures établies en bonne et due forme est de 10 jours au plus à compter du jour où celles-ci parviennent au mandataire.
- > Le délai de vérification et de transmission des décomptes finaux établis en bonne et due forme est de 30 jours au plus à compter du jour où ceux-ci parviennent au mandataire.

Si le mandataire ne respecte pas ces délais, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de lui facturer les intérêts moratoires exigés par l'entreprise ou de les déduire de sa créance d'honoraires.

10.2.2. Relations avec des tiers

Le mandataire n'entreprendra aucune démarche engageant le mandant sur le plan financier ou de responsabilité sans l'accord préalable de ce dernier.

Le mandataire informera le mandant de toute démarche auprès des tiers, en relation avec le mandat (par copie de correspondance, de procès-verbaux, notes, etc.).

10.2.3. Prestations particuliers

Avant-métrés et soumissions

Le mandant indiquera au mandataire la subdivision des lots et objets pour l'établissement des avant-métrés et des soumissions.

Les avant-métrés seront établis sans majoration de quantité (arrondis à l'unité supérieure) pour les travaux métrables.

Le mandataire doit disposer d'un logiciel de soumissions conforme au CAN.

Echange des données



Tous les documents produits (plans, rapports, pv) sont à fournir en plus des versions papier en format pdf et le cas échéant SIT. En complément, les couches marquages, signalisation et canalisations seront transmises en format dwg/dxf ; un tableau des coordonnées (x ;y ;z) des collecteurs et chambres EC sera transmis.

Les photos principales de chantier sont à transmettre sous forme de rapport ou images avec des noms explicites.

11. Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les deux parties.

12. Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle. Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour des raisons juridiques, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

12.1. Modifications des prestations

Si des modifications de prestations ou des prestations supplémentaires sont décidées en cours de mandat, l'adaptation de tout ou partie des honoraires globaux sera réalisée sur les bases du calcul de l'offre.

Les mises au point demandées par le mandant en cours de projet, à la suite de l'examen préalable et de l'enquête publique, font partie des prestations ordinaires du mandataire, à l'exclusion de modifications fondamentales du projet.

Toutes modifications de prestations ou prestations supplémentaires ne pourront être effectuées qu'après demande formelle du mandataire (accompagnée d'une offre d'honoraires complémentaire) et accord préalable écrit du mandant ou alors à la demande formelle de ce dernier. Toute exécution prématurée de telles prestations le sera au risque du mandataire.

13. Droit applicable, litiges et for

Le présent contrat est soumis exclusivement au droit suisse. Les dispositions de la Convention de Vienne (Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980) sont exclues.

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles font éventuellement appel à un médiateur indépendant et compétent, chargé de les concilier. Chaque partie peut aviser l'autre par écrit qu'elle est prête à s'engager dans une procédure de règlement du litige (entretiens directs ou recours à un médiateur). En cas de recours à un médiateur, les parties définissent conjointement avec celui-ci la procédure appropriée et les règles à respecter.

Si les parties ne conviennent pas d'une procédure de règlement du litige ou ne parviennent ni à régler le litige ni à s'entendre sur le choix du médiateur dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis ou si la médiation n'aboutit pas dans les 90 jours suivant cette même date, chaque partie



peut porter le litige devant un tribunal ordinaire. Le cas échéant, les parties conviennent que le for est au siège du mandant.

14. Expéditions

Le présent contrat est établi en 3 exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.



15. Signatures

Les mandants :

Pour l'Etat de Fribourg

Fribourg, le

André Magnin
Ingénieur cantonal

Pedro Lopez
Chef de la Section Projets routiers cantonaux

Pour la commune de Rue

Rue, le

Joseph Aeby
Syndic

Cynthia Buache Mesot
Secrétaire communale

Choisir type mandataire :

Lieu et date :

Société
Prénom, nom
Fonction

Société
Prénom, nom
Fonction

Les membres signataires de la communauté de mandataires:

- > déclarent répondre solidairement de l'exécution du contrat;
- > confirment que l'entreprise chef de file représente la communauté de mandataires face au mandant jusqu'à révocation écrite et qu'ils considèrent que toutes les communications adressées à ladite entreprise sont notifiées valablement à la communauté de mandataires;



- > confirment que les paiements effectués par le mandant au lieu de paiement indiqué au chiffre 5.4 ont un effet libératoire.

16. Annexes

- > Conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB
- > Documents de l'appel d'offre
 - > Cahier de charges
 - > Calcul des rémunérations
 - > Le cas échéant, convention du groupement
 - > Organisation du mandataire
 - > Analyse du marché
 - > Déclaration du soumissionnaire
- > Données techniques de base du projet
- > Planning général du projet
- > Arrêté d'adjudication n°... du Conseil d'Etat du ...
- > Décision d'adjudication du Conseiller d'Etat Jean-François Steiert du ...
- > Accord d'adjudication de la Commune de ... du ...